

Historique de la mine Escobal : La violence, l'impunité et pourquoi l'interférence de Pan American Silver envers la communauté est un problème

La mine Escobal est un projet d'exploitation souterraine d'argent dans le département de Santa Rosa, dans le sud-est du Guatemala. C'est l'une des mines les plus importantes et les plus controversées d'Amérique latine. Depuis 2011, les communautés Xinka et *campesina* se sont organisées pour s'opposer pacifiquement à la mine - imposée contre leur volonté. Aujourd'hui, les communautés affectées font appel au propriétaire de la mine canadienne Pan American Silver pour mettre fin à son ingérence dans les communautés Xinka, qui alimente les tensions et fragilise le processus de consultation ordonné par le tribunal.

Un historique de violence et d'impunité

Malgré une large opposition locale, l'ancien propriétaire de Tahoe Resources a [forcé la mise en service](#) de la mine Escobal en janvier 2014. La société a bénéficié d'un fort soutien du gouvernement, utilisant la violence contre les manifestations pacifiques, la loi martiale, la surveillance de type militaire ciblant les opposant.e.s au projet, et la persécution légale. Près de 100 personnes ont été accusées de charges pénales sans fondement pour leur rôle dans l'organisation de référendums communautaires et de manifestations pacifiques. Toutes ont finalement été disculpées pour manque de preuves.

En 2013, la sécurité privée de la mine Escobal a ouvert le feu sur une manifestation pacifique et a gravement blessé sept hommes qui ont été fusillés à distance rapprochée. Cette violence a été à la base d'un [procès civil sans précédent](#) en Colombie-Britannique contre Tahoe Resources. Pendant ce temps, l'ancien chef de la sécurité de la société a fui le pays ; une procédure d'extradition est en cours. Tous les autres actes de violence contre les opposant.e.s à la mine demeurent impunis, y compris le meurtre de membre de la résistance comme le défenseur des droits humains, poète et artiste de 16 ans, [Topacio Reynoso Pacheco](#).

La suspension actuelle et la montée des tensions

La mine Escobal a été [effectivement suspendue en juin 2017](#) en raison de deux campements pacifiques destinés à bloquer le trafic de la mine. Le mouvement de résistance maintient encore aujourd'hui ces campements 24 heures sur 24. Une décision de la Cour suprême, rendue en juillet 2017, a également ordonné la suspension des opérations minières. La Cour constitutionnelle a [ratifié cette décision le 3 septembre 2018](#) et a chargé le ministère de l'Énergie et des Mines de mener une consultation avec le peuple Xinka concerné, conformément à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et à la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail sur les peuples indigènes et tribaux. Dans [sa décision](#), la Cour constitutionnelle a « affirmé avec insistance qu'une situation marquée par la confrontation, la violence et la méfiance ne contribue pas à rendre la consultation véritablement productive ».

Cependant, depuis que la Cour constitutionnelle a rendu sa décision, les membres de la communauté et les dirigeant.e.s Xinka ont connu une augmentation de [menaces, de l'intimidation et de la criminalisation](#). En juillet 2019, cinq mois après que Pan American Silver ait acheté la mine Escobal, la [Commission interaméricaine des droits de l'homme a accordé des](#)

[mesures de précaution à l'avocat du Parlement Xinka, Quelvin Jiménez](#), après qu'il ait reçu de multiples menaces de mort.

Depuis septembre 2020, le [Parlement Xinka dénonce](#) l'émergence d'un groupe local dirigé par un ancien garde de sécurité travaillant pour un employé de la mine, toujours employé par Pan American Silver. Le groupe tente de nuire au leadership des Xinka et de générer une division dans la communauté et un environnement d'insécurité. Des représentants de la compagnie minière et du ministère de l'Énergie et des Mines ont rencontré ce groupe.

Jusqu'à récemment, le processus de consultation n'avait pas progressé en raison de multiples irrégularités de procédures ainsi que [l'exclusion des Xinka de leur propre processus](#). Enfin, en octobre 2020, après plus de deux ans de pressions exercées par le peuple Xinka sur le gouvernement et l'entreprise, les autorités guatémaltèques ont accepté d'inclure les représentant.e.s Xinka, élu.e.s par les communautés affectées, pour participer à la consultation. En référence à la montée des tensions, [la déclaration commune entre le Parlement Xinka et le ministère de l'Énergie et des Mines](#) annonçant leur accord stipule que la consultation devait être « menée sans pression ou conditions imposées par l'une des parties ».

Néanmoins, au cours des derniers mois, six membres de la résistance pacifique à la mine Escobal de Pan American Silver ont subi des attaques et des menaces de mort. Le 16 janvier, [Julio David González Arango](#) a été blessé par balle à son domicile par des assaillants armés. Le lendemain, deux des membres de la résistance pacifique ont reçu des menaces de mort ; deux autres dirigeants Xinka ont reçu des menaces similaires pendant des semaines. Puis, le 7 février, le leader Xinka Luis Fernando García Monroy a été menacé par un partisan des mines près de son domicile.

Pourquoi le travail communautaire de l'entreprise constitue-t-il un problème?

Même si Pan American Silver n'extrait actuellement pas de minéraux à la mine Escobal, au-delà des activités d'entretien et de maintenance, elle continue à opérer dans les communautés Xinka. Selon son [rapport de développement durable 2019](#), l'entreprise « s'engage auprès des leaders de la communauté, les agences gouvernementales et les ONG ». En [septembre 2020](#), l'entreprise a annoncé le lancement d'un « programme de surveillance participative » dans la municipalité où la mine est située. En réponse à une lettre envoyée aux autorités guatémaltèques et signée par près de 200 organisations exprimant leurs préoccupations face aux récentes attaques et menaces contre les défenseur.e.s, [Pan American Silver a écrit](#) qu'elle poursuit « les activités de relations communautaires pour respecter les engagements existants... »

Bien que de telles activités communautaires puissent sembler inoffensives pour un.e observateur.rice extérieur.e, le Parlement Xinka et le mouvement de résistance ont dénoncé le travail communautaire de la société comme coercitif, en violation du caractère « libre » de la consultation et de l'ordonnance de suspension de la Cour constitutionnelle, et comme l'un des principaux facteurs d'augmentation des tensions et de la violence. Dans leur [déclaration commune d'octobre 2020](#), avec le ministère de l'Énergie et des Mines, les autorités guatémaltèques ont accepté d'informer Pan American Silver que les Xinka considèrent les activités de l'entreprise comme des actes de mauvaise foi qui menacent l'intégrité de la consultation. Néanmoins, Pan American Silver n'a pas du tout reconnu et agi en réponse aux demandes du peuple Xinka de suspendre toutes leurs activités de relations communautaires

pour faire sa part afin de préserver leur droit de participer librement et en toute sécurité au processus de consultation.